

**Arrêté portant modification des conditions de remise en état de la carrière de sables et graviers  
située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault », exploitée par la société  
CARRIÈRES MORIN sur le territoire de la commune de Parçay sur Vienne (37220)**

**DECAT/BE/N° 21 483**

référence à rappeler

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1, L.511-1, L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prise en application de l'article L.511-2 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral n° 14334 du 5 janvier 1995 autorisant la société BIENVENU à exploiter une installation de traitement de matériaux ;
- l'arrêté préfectoral n° 15423 du 14 octobre 1999 portant mutation de l'arrêté n°14334 du 5 janvier 1995 au profit de la société SA RAGONNEAU ;
- l'arrêté préfectoral n° 15817 du 17 janvier 2001 autorisant les sociétés Carrières du Maine et de la Loire et la SA RAGONNEAU à exploiter une carrière de matériaux sableux située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur la commune de Parçay-sur-Vienne ;
- le courrier valant récépissé de changement d'exploitant du 6 décembre 2007 adressé par la préfecture d'Indre-et-Loire à l'exploitant, signifiant mutation des arrêtés n° 14334 du 5 janvier 1995 et n° 15817 du 17 janvier 2001 au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE ;
- l'arrêté préfectoral n° 20045 du 19 décembre 2014 portant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995 et n° 15817 du 17 janvier 2001 au profit LAFARGE GRANULATS FRANCE ;
- l'arrêté préfectoral n° 21095 du 31 décembre 2021 portant mutation des arrêtés n° 14334 du 5 janvier 1995 et n° 15817 du 17 janvier 2001 au profit de la société SEE RAGONNEAU et modifiant les conditions d'exploiter ;
- l'arrêté préfectoral n° 21250 du 24 octobre 2023 portant mutation des arrêtés n° 14334 du 5 janvier 1995, n° 15817 du 17 janvier 2001 et n° 21095 du 31 décembre 2021 au profit de la société CARRIÈRES MORIN ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21324 du 11 juin 2024 portant modification des conditions de remise en état de la carrière de sables et graviers située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault », exploitée par la société CARRIÈRES MORIN sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne ;

**Considérant ce qui suit :**

- les modifications sollicitées portent sur :

- la suppression de l'îlot du plan d'eau du « Prézault » ;
- la mise en place d'une clôture sur la parcelle ZE149 ;
- la mise en œuvre d'un réseau dense de haies et de deux bosquets en remplacement d'un boisement épars prévu sur les parcelles ZI42 et ZK40, d'un boisement classique prévu sur la parcelle ZK41 pour partie et d'un boisement classique sur la ZK40 ;
- la modification de la localisation du boisement classique pour partie conservé sur la parcelle ZK41.

- l'exploitant a transmis au Préfet d'Indre-et-Loire une notification de cessation partielle le 17 octobre 2025 pour les parcelles ZI42, ZI43, ZI44, ZI45, ZK1, ZK40, ZK41, ZE149 et ZE 60 pp et une demande de prolongation d'exploiter va être déposée pour les parcelles ZE58, ZE59, ZE60pp, ZE89, ZE105, ZE146 et ZE148 ;

- la mise en place d'une clôture sur la parcelle ZE149 est nécessaire dans le cadre de la limitation d'accès de la partie du périmètre de la carrière qui fera l'objet d'une demande de prolongation et que celle-ci répond par ailleurs à une sollicitation du propriétaire de la parcelle concernée ;

- la mise en place de l'îlot du plan d'eau du « Prézault » n'est pas faisable techniquement, dans des bonnes conditions de sécurité, par l'exploitant ;

- la mise en œuvre d'un réseau dense de haies et de deux bosquets pour remplacer partiellement les boisements classiques, est demandé afin d'améliorer la valeur écologique et l'attractivité du site et de limiter l'impact sur l'activité agricole ;

- la suppression de boisements, la création d'un réseau dense de haies éparses et la création de haies boisées n'impactent pas la biodiversité, une partie des parcelles visées par la demande de modification ayant notamment été validée en tant que ZNIEFF de type I permettant la conservation d'un potentiel de milieux pionniers pour la faune et la flore ;

- les modifications sollicitées par l'exploitant ne constituent pas une modification substantielle des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière ;

- les modifications des conditions de remise en état, sollicitées par l'exploitant, ont été soumises à l'avis des propriétaires des parcelles concernées et au maire de la commune de PARCAY-SUR-VIENNE ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1ER – BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION**

La société CARRIÈRES MORIN, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Ballastière » à Saint-Pierre-des-Corps (37700), autorisée à exploiter la carrière de sables et graviers situé aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des conditions de remise en état, portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### **ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS**

#### **Article 2.1 – Remise en état**

L'article 12.2 relatif à la remise en état du site de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001, complété par l'arrêté préfectoral n° 21 324 du 11 juin 2024, est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant devra remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle sera coordonnée à la progression de l'exploitation, chaque secteur exploité étant remis en état pendant que le suivant est en exploitation.

Elle comportera au minimum les dispositions suivantes :

- afin de modérer les risques d'érosion, des pentes faibles de l'ordre de 1 pour 5 seront adoptées pour la partie supérieure de la berge comprise entre le terrain naturel et le niveau moyen des eaux. Pour la partie eau, le profilage de berge sera ramené à une pente moyenne de 1 pour 3 ;
- la terre végétale sera réservée pour l'aménagement de la partie haute des berges ou pour le régalage final des zones remises en culture. Afin d'éviter l'eutrophisation, les pentes submergées seront profilées avec les stériles de la découverte ;
- les apports de matériaux extérieurs seront strictement limités aux quantités nécessaires au remblaiement prévu par le plan de réaménagement. À cette fin, seuls des matériaux inertes seront utilisés : stériles d'exploitation, matériaux de terrassement, matériaux de démolition préalablement triés. À tout moment, l'exploitant devra pouvoir justifier de la conformité de ces matériaux d'apport ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, à l'exception des 321 mètres de clôture présents sur la parcelle ZE 149 en continuité du mur de pierre ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la réutilisation des terrains (plans d'eau, boisements, cultures) ;
- les plantations et semis définis dans l'étude d'impact figurant dans la demande d'autorisation ;
- la suppression des merlons visés à l'article 24 du présent arrêté.

La remise en état finale sera conduite de façon à respecter le plan annexé au présent arrêté.

Plus particulièrement, la remise en état consiste en une restitution aux états suivants :

- Zone de « La Blissière » (parcelle ZK41) :
  - L'état mixte boisé et agricole pour la partie Nord de la parcelle, avec notamment un boisement central d'une surface de 4 ha 99a 16 ca et des haies le long de la route départementale RD18, de la voie communale « Route de La Blissière » et de la parcelle ZK56 (haies n°3B, 3C, 14 et 15) ;
  - L'état écologique, pour la partie Sud de la parcelle, avec la présence d'un plan d'eau, d'une surface de 6,54 hectares, dénommé « Plan d'eau de la Blissière » et une haie le long de la voie communale (haie n°13) ;
- Zone de « La Tannerie » (parcelles ZK1, ZK40, ZI42, ZI43, ZI44) :
  - L'état écologique sur la partie Nord de la zone, avec la ZNIEFF de type I dénommée « Ancienne sablière de la Tannerie » comportant notamment le « Plan d'eau de la Tannerie » d'une surface avoisinant les 7 hectares et un bosquet de 00ha 26 a 61 ca ;
  - L'état agricole, pour le reste de la zone, avec un bosquet de 0 ha 24 a 18 ca (boisement B) ;
  - Un maillage de haies sur l'ensemble de la zone ( haies n° 3A, 4A, 4B, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12) ;
- Zone du « Prézault » (parcelles ZI45, ZE58, ZE59, ZE60, ZE89, ZE105, ZE146, ZE148, ZE149) :
  - L'état agricole sur la partie Nord de la zone avec la présence d'un mur de pierres prolongé par une clôture ;
  - Le plan d'eau du « Prézault » d'une surface avoisinant les 16 hectares ;
  - Un état mixte agricole et boisé pour la partie Sud de la zone.

### **Article 2.2 – Réaménagement**

L'article 27 relatif au réaménagement de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001, complété par l'arrêté préfectoral n° 21 324 du 11 juin 2024, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des espaces tampons, d'une largeur minimale de 30 mètres seront créés entre les plans d'eau ou fossés et les parcelles cultivées. Ces espaces seront recouverts d'une végétation herbacée ou arbustive.

Le plan d'eau de « La Tannerie » fera l'objet d'aménagements particuliers lui permettant de remplir son rôle de réservoir biologique :

- des bordures enherbées seront aménagées entre le plan d'eau et les futures parcelles cultivées, représentant une zone tampon d'environ 4,40 hectares ;

Le plan d'eau de « La Blissière », situé sur la partie sud de la parcelle ZK41, fait l'objet des aménagements suivants :

- des zones enherbées et végétalisées , représentant un espace tampon de 4,58 ha, sont présentes tout autour du plan d'eau ;
- un linéaire de haies arbustives et paysagères et planté tout autour du plan d'eau ;
- un linéaire et haies arbustives et paysagères est planté sur 240 mètres le long de la voie communale « Route de la Blissière ». »



### **Article 2.3 – Plan de remise en état**

Le plan de l'état final, présent en annexe de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001, modifié par l'arrêté préfectoral n° 21 324 du 11 juin 2024, est remplacé par le plan de remise en état finale, en annexe du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 – PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de PARCAY-SUR-VIENNE et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de PARCAY-SUR-VIENNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie 45057 ORLÉANS) dans les délais prévus à l'article R.181-50 du Code de l'environnement :

- Par le bénéficiaire dans un délai de deux mois ;
- Par les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site [www.télérecours.fr](http://www.télérecours.fr).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- Un recours gracieux, adressé à monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire – Direction de l'Environnement, de la Coordination et de l'Appui Territorial – Bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9
- Un recours hiérarchique, adressé au ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 5 – EXÉCUTION**

Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, monsieur le directeur général de l'environnement, de l'aménagement et du logement et monsieur le maire de PARCAY-SUR-VIENNE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIÈRES MORIN par lettre recommandée avec avis de réception.

Tours, le 09 JAN. 2026  
09 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Florence GOUACHE

# ANNEXE : Plan de remise en état finale



